Raad van State
AFDELING
2 9 IV 1957
Overgenomen aan de K.

MTL.

L.5439/2.

coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Instruction publique, le 11 octobre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "créant un Ordre des architectes", a donné le 10 avril 1957 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e oktober 1956 door de Minister van Openbaar Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van een Orde der architecten", heeft de 10e april 1957 het volgend advies gegeven :

Le present projet,qui est le troisième sur la matière dont le Conseil d'Etat est appelé à connaître, tient largement compte, comme en témoigne l'exposé des motifs, des observations qui furent formulées lors de l'examen des projets anterieurs. C'est la raison pour laquelle cet avis s'abstient d'y revenir et se borne, sous réserve d'une observation préliminaire, à discuter les dispositions nouvelles du projet qui ne correspondent pas à des textes que le Conseil d'Etat a déja examinés ou qu'il a suggérés.

\+

\+ +

Observation préliminaire.

L'exposé des motifs du projet fait une distinction justifiée entre la formation de groupements corporatifs et la création d'un ordre professionnel. Ce qui différencie celui-ci de ceux-là, c'est qu'il est créé et organisé par la loi.

Il existe de nombreuses associations professionnelles : la loi n'intervient aucunement à l'effet de définir les obligations de leurs membres et ceux-ci y adhèrent librement. En revanche, le législateur a entendu soumettre l'exercice de certaines professions à l'inscription des personnes qui les exercent, à un ordre qu'il institue. Il existe ainsi, en Belgique, un ordre des avocats (décret du 14 décembre 1810), un ordre des médecins (loi du 25 juillet 1938), un ordre des pharmaciens (loi du 19 mai 1949), un ordre des vétérinaires (loi du 19 décembre 1950) et un "institut" des reviseurs d'entreprise (loi du 22 juillet 1953).

.../...

Ces institutions répondent toutes à des préoccupations de déontologie qui coïncident avec l'intérêt général.

L'opportunité de ces interventions légales étant reconnue, il serait souhaitable que la distinction énoncée par l'exposé des motifs se traduisît en une protection de l'appellation d'ordre que le projet accorde aux architectes dont il réglemente ainsi l'activité professionnelle.

Cette remarque a d'ailleurs une portée générale.

En dehors de multiples acceptions étrangères à cette matière, le mot "ordre" désigne notamment un groupe de personnes légalement organisé et soumis à certaines règles professionnelles propres.

Or, si l'appellation d'ordre n'est point réservée aux organisations professionnelles auxquelles la loi l'a formellement attribuée, les membres des ordres légalement constitués pourront être victimes de confusions, d'équivoques ou d'abus.

Le nom même d'ordre et le crédit moral qui doit s'y attacher seraient singulièrement compromis si des groupements professionnels privés, dépourvus de sanctions et de garanties légales, pouvaient être impunément constitués sous ce titre.

De ces considérations, il résulte que le moment paraît venu de soumettre aux Chambres un projet de loi réservant en matière d'organismes professionnels l'appellation d'ordre aux institutions créées par la loi.

.../...

Examen des articles.

Article 9.

L'article 9, alinéa 2, charge le Roi de fixer le nombre des membres des conseils de l'ordre et d'arrêter les modalités de leur élection. Le projet se bornant à déterminer les conditions d'éligibilité des membres des conseils de l'ordre, le Roi pourra, quant aux modalités de l'élection, prendre les mesures qu'il jugera les mieux appropriées.

Article 14.

Cet article dispose que chaque conseil de l'ordre est assisté par un magistrat désigné par le Roi. Il règle ensuite la nomination de cet assesseur ainsi que de son suppléant, puis fixe, au dernier alinéa, le mode de convocation du conseil.

Ces deux catégories de dispositions nettement distinctes devraient faire l'objet de deux articles.

Article 20.

En vertu de cet article, le membre, effectif ou suppléant, d'un conseil de l'ordre est déchu de plein droit de son mandat "... lorsque, condamné à une peine du chef d'un délit, la décision judiciaire constate que l'infraction a été commise au cours ou à l'occasion de l'exercice de la profession d'architecte".

.../...

Il s'ensuivra que le membre du conseil condamné à une peine correctionnelle pour n'importe quel délit commis à l'occasion de l'exercice de la profession d'architecte, sera privé de plein droit de son mandat. Tel sera, par exemple, le cas de l'architecte qui, allant à un de ses chantiers, se rendra coupable de coups ou de blessures involontaires lors d'un accident de roulage.

Si, comme c'est probable, le Gouvernement n'a en vue que la faute professionnelle commise par l'architecte, la finale de l'article 20 devrait être rédigée comme suit :"... ou lorsque, condamné à une peine correctionnelle, il ressort de la décision judiciaire que la condamnation est encourue en raison d'une infraction commise dans l'exercice de la profession d'architecte".

Article 21.

Tout membre de l'ordre qui fait l'objet d'une poursuite disciplinaire peut, aux termes de l'article 21, alinéa 3, se faire assister ou se faire représenter devant le conseil de l'ordre par un ou plusieurs conseils.

La nature même de l'action disciplinaire et les nécessités de l'instruction commandent la comparution personnelle de l'architecte en cause. La faculté de se faire représenter par un tiers ne se justifie pas et ne devrait pas être permise. Elle n'est d'ailleurs prévue ni par l'article 14 de la loi du 25 juillet 1938 créant l'ordre des médecins, ni par l'article 15 de la loi du 19 mai 1949 créant l'ordre des pharmaciens, ni par l'article 15 de la loi du 19 décembre 1950 créant l'ordre des vétérinaires.

.../...

Le même alinéa autorise l'architecte qui est poursuivi à récuser les membres du conseil de l'ordre dans les mêmes cas que ceux qui sont prévus à l'article 44 du Code de procédure civile pour la récusation des juges de paix. La mise en oeuvre du droit ainsi conféré étant de nature à exercer une influence sur la régularité de la décision du conseil de l'ordre, il serait prudent de charger le Roi d'arrêter les formes dans lesquelles le droit de récusation devra être exercé.

Article 36.

Aux termes de cet article, le Conseil supérieur de l'ordre aura l'obligation de notifier au Ministre compétent les délibérations qu'il prendra en vertu de l'article 35, 1°. Il s'agit, à s'en tenir aux termes de cette dernière disposition, non seulement des décisions qui établissent les règles de déontologie mais aussi de celles relatives à l'application de ces règles.

Selon l'exposé des motifs cependant, le Gouvernement n'entend instaurer de contrôle qu'à l'égard des décisions de caractère réglementaire.

L'article 36 répondrait mieux aux intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"Article 36.-

Les délibérations du Conseil supérieur relatives à l'établissement des règles de déontologie sont notifiées au Ministre de l'Instruction publique".

.../...

Articles 37 et 38.

Il résulte tant de l'article 37 que de l'article 38 que le pouvoir de tutelle s'exerce à l'égard des décisions du Conseil supérieur de l'ordre qui blessent l'intérêt général. L'article 37 habilite le Ministre de l'Instruction publique à suspendre les décisions et l'article 38 confère au Roi le pouvoir de les annuler.

La notion d'intérêt général embrasse aussi bien l'opportunité de la mesure que sa légalité.

Il ne serait pas dépourvu d'intérêt de le rappeler dans l'exposé des motifs.

L'arrêté ministériel suspendant une décision du Conseil supérieur devra, aux termes de l'article 37, être "notifié au Conseil supérieur de l'ordre dans les trente jours".

L'article omet de préciser le moment auquel ce délai de trente jours prendra cours. Sera-ce à partir de la notification prévue à l'article 36, ou bien à partir de la décision ministérielle ? Il importerait de le dire.

Il n'y aurait cependant qu'un intérêt limité à imposer la notification de la décision du Ministre dans un délai de trente jours si celui-ci devait courir à partir du jour de la décision car les décisions du Conseil supérieur de l'ordre cessent en vertu de l'article 39 de pouvoir être annulées par le Roi après l'expiration d'un délai de soixante jours qui, selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, court à compter de la notification de la décision du conseil.

.../...

Article 39.

Il importe de compléter cet article par l'indication du point de départ du délai de soixante jours après l'expiration duquel les décisions du Conseil supérieur ne peuvent plus être annulées par le Roi.

Article 43.

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Les procès-verbaux des délibérations des conseils de l'ordre, des conseils d'appel et du Conseil supérieur de l'ordre sont consignés dans un registre.

Les procès-verbaux des conseils de l'ordre et du Conseil supérieur de l'ordre sont signés par le président et, suivant le cas, par le secrétaire ou par les deux secrétaires.

Les procès-verbaux des conseils d'appel sont signés par tous les membres qui ont pris part à la décision et par le greffier".

Article 44.

Il s'entend que l'obligation justement imposée aux membres des organes de l'ordre "de ne rien révéler des faits et documents dont ils ont pris ou eu connaissance au cours de l'exercice de leurs fonctions" a pour objet d'éviter des indiscrétions injustifiées; elle ne

.../...

fait pas obstacle aux communications qu'en raison de leur qualité il appartiendrait aux autorités de l'ordre de faire aux pouvoirs compétents ou aux personnes intéressées, pour les besoins ou à la suite des instructions disciplinaires.

Articles 45 et 46.

Pour maintenir une terminologie correspondant à celle de l'article 2, il y a lieu de remplacer au premier alinéa le mot "tâche" par "mission".

Article 47.

Le texte néerlandais de l'article 47 ne comporte pas, à l'alinéa premier, la disposition figurant en seconde phrase au texte français. Il devrait être complété sur ce point.

Article 49.

Le texte néerlandais de cet article ne comporte pas la disposition figurant en dernier alinéa au texte français. L'article devrait aussi être complété.

Article 50.

Faute d'étendre, par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le champ d'application de l'article 85 de ce Code aux infractions visées à l'article 50 du projet, les circonstances atténuantes ne pourront être prises en considération pour réduire l'amende correctionnelle prévue par cet article à une peine de police.

.../...

Article 53.

Cet article ne détermine pas quand aura lieu la désignation par le sort des membres des conseils de l'ordre qui sortiront de charge à l'expiration des deux premières années d'existence des conseils.

Cette précision pourrait être donnée à l'alinéa 3 de la manière ci-après :

"Lors de la première réunion, le conseil désigne par voie du sort les membres dont le mandat prendra fin à l'expiration des deux premières années".

Article 54.

Selon l'article 5 du projet, nul ne peut exercer en Belgique la profession d'architecte s'il n'est inscrit à l'un des tableuax de l'ordre.

Aux termes de l'article 17 les tableaux de l'ordre sont tenus par les conseils de l'ordre et ce sont eux qui statuent sur les demandes d'inscription, sous réserve, en cas de refus d'inscription, de l'intervention du conseil d'appel comme il est prévu à l'article 29 du projet.

Si une disposition transitoire n'y pourvoit, il s'ensuivra que les architectes ne pourront obtenir leur inscription et, partant, exercer leur profession pendant tout le temps qui s'écoulera entre l'entrée en vigueur de la loi et la constitution du conseil de l'ordre dans le ressort duquel ils auront leur domicile (article 7), voire du conseil d'appel. Ils ne pourront non plus être radiés en cas d'abus de leur part.

.../...

Ce délai pourra être de trois mois au maximum pour les conseils de l'ordre et de quatre mois pour les conseils d'appel (article 53).

L'article 54 a pour objet de pallier ces difficultés.

Il se limite toutefois à permettre l'introduction pendant les soixante jours qui suivront l'entrée en vigueur de la loi nouvelle des demandes d'inscription aux répertoires provinciaux conformément à la législation actuellement en vigueur. Les gouverneurs de province instruiront ces demandes comme ils le font présentement, mais ils devront statuer sur celles-ci au plus tard dans les quinze jours qui suivront la constitution des conseils de l'ordre. Les recours contre leurs décisions seront portés devant les conseils d'appel.

L'article soumet ainsi les décisions des gouverneurs à la censure des conseils d'appel plutôt qu'à celle, plus normale pour des agents du pouvoir exécutif aussi importants, du Ministre de l'Instruction publique. Il omet de régler le sort des demandes d'inscription dont et les gouverneurs et le Ministre de l'Instruction publique se trouveront, conformément à la législation actuellement applicable, saisis lors de l'entrée en vigueur de la loi. Il ne comporte aucune mesure transitoire en ce qui concerne la radiation du répertoire des architectes. Enfin, il laisse subsister un délai qui pourra être d'un mois pendant lequel, faute d'autorité compétente pour y procéder, les architectes ne pourront obtenir leur inscription ni au répertoire provincial, ni au tableau de l'ordre.

.../...

Ces inconvénients seraient évités et l'intention du Gouvernement serait d'ailleurs mieux traduite si l'article 54 était rédigé comme il est suggéré ci-après. Il résulte, en effet, des renseignements donnés au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué que le Gouvernement estime préférable que ce soient les autorités désignées par la législation actuellement en vigueur qui prennent les décisions relatives aux mesures qui, même transitoirement, y trouvent leur fondement.

"Article 54.-

§ 1er. Les architectes demeurent tenus jusqu'à la constitution du conseil de l'ordre auquel ils ressortissent de se faire inscrire au répertoire prévu par l'article 9 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, conformément à cette loi et aux règlements pris en exécution de celle-ci.

Les gouverneurs de province et le Ministre de l'Instruction publique restent compétents, chacun en ce qui le concerne, pour statuer sur les demandes d'inscription antérieures à la constitution des conseils de l'ordre, ainsi que sur les recours afférents à ces demandes, même si la décision doit intervenir postérieurement à la constitution de ces organes. Dans ce dernier cas, ils notifient leur décision au conseil de l'ordre dont relève l'architecte intéressé, en même temps qu'à ce dernier. Le conseil de l'ordre s'y conforme pour la tenue du tableau de l'ordre.

.../...

§ 2. Les gouverneurs de province restent compétents jusqu'à la constitution des conseils de l'ordre pour procéder d'office ou à leur demande, à la radiation des architectes qui ne réunissent plus les conditions requises pour être maintenus au répertoire. Le Ministre de l'Instruction publique demeure compétent pour statuer sur les recours dirigés contre les décisions des gouverneurs comportant radiation, même si sa décision doit intervenir postérieurement à la constitution des conseils de l'ordre. Dans ce dernier cas, le Ministre notifie sa décision au conseil de l'ordre auquel l'architecte intéressé ressortit comme il est prévu au paragraphe précédent et le conseil de l'ordre est tenu de s'y conformer".

Article 56.

Cet article n'autorise pas l'appel contre les décisions des conseils de l'ordre statuant sur les contestations relatives à l'ancienneté des architectes qui exerçaient notoirement la profession au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Si c'était par inadvertance que le recours n'était pas prévu, il suffirait de compléter l'article 29, alinéa 1er, par une référence à l'article 56 pour le permettre.

Article 57.

L'objet de cet article se dégagerait mieux s'il était rédigé comme suit :

.../...

"Article 57.-

L'ancienneté requise par l'article 47 est déterminée pendant les dix premières années qui suivent l'établissement du premier tableau de l'ordre en suivant les règles établies par l'article 56".

Aux termes de l'article 47, le stage d'architecte doit s'accomplir auprès d'un architecte inscrit au tableau de l'ordre depuis dix ans au moins. Aussi longtemps que les tableaux de l'ordre n'auront pas dix années d'existence, aucun architecte ne pourra satisfaire à la condition. C'est pourquoi, il est nécessaire, pour l'application de l'article 47, de prévoir que les dix années d'ancienneté que cet article requiert des architectes pour qu'ils puissent accueillir des stagiaires seront, à titre transitoire, déterminees d'une autre manière.

\+

\+ \+

Divers articles du texte néerlandais du projet devraient enfin recevoir les modifications indiquées pour chacun d'eux in fine du texte néerlandais du présent avis.

Het onderhavige ontwerp, het derde dat betreffende de materie aan de Raad van State voor advies wordt voorgelegd, houdt, zoals de memorie van toelichting getuigt, in ruime mate rekening met de opmerkingen die bij het onderzoek van de vorige ontwerpen zijn gemaakt. Daarop komt dit advies dan ook niet terug; behoudens een opmerking vooraf, bespreekt het alleen de nieuwe ontwerpbepalingen die niet overeenstemmen met teksten welke de Raad van State reeds behandeld of in overweging gegeven heeft.

\+

\+ +

Voorafgaande opmerking.

De memorie van toelichting maakt een gewettigd onderscheid tussen de oprichting van corporatieve verenigingen en de instelling van een orde van het beroep. Het verschil ligt hierin, dat de laatste bij de wet wordt ingesteld en ingericht.

Er bestaan tal van beroepsverenigingen; de wet laat zich hoegenaamd niet in met het bepalen van de verplichtingen der leden, die vrij toetreden. Daarentegen heeft de wetgever aan de uitoefening van bepaalde beroepen de voorwaarde verbonden, dat zij die ze uitoefenen bij de door hem ingestelde orde zijn ingeschreven. Zo bestaat er hier te lande een orde der advocaten (decreet van 14 december 1810), een orde der geneesheren (wet van 25 juli 1938), een orde der apothekers (wet van 19 mei 1949), een orde der dierenartsen (wet van 19 december 1950) en een "instituut" der bedrijfsrevisoren (wet van 22 juli 1953).

.../...

Bij de oprichting van al deze instellingen is gedacht aan eisen van de deontologie, die tevens eisen van algemeen belang zijn.

Nu de opportuniteit van dit optreden van de wetgever is erkend, ware het wenselijk dat het in de memorie van toelichting aangegeven onderscheid tot uiting kwam in een bescherming van de benaming "orde", welke het ontwerp verleent aan de architecten wier beroepswerkzaamheid het zodoende reglementeert.

Deze bedenking heeft trouwens een algemene strekking.

Benevens de vele betekenissen welke het buiten het verband van deze materie heeft, dient het woord "orde" onder meer ter aanduiding van een wettelijk georganiseerde personengroep, die aan bepaalde, haar eigen beroepsregelen is onderworpen.

Wordt echter de benaming "orde" niet voorbehouden voor beroepsorganisaties waaraan de wet ze formeel heeft toegekend, dan bestaat het gevaar, dat de leden van wettelijk ingerichte orden slachtoffer worden van misverstand, verwarring of misbruik.

De waarde van de benaming "orde" en het moreel gezag dat daaraan behoort te zijn verbonden, zou zeer bedenkelijk worden, indien particuliere beroepsverenigingen, zonder wettelijke waarborgen en sancties, straffeloos onder die titel konden worden opgericht.

.../...

Dit alles wijst erop dat het ogenblik gekomen schijnt om aan de Kamers een wetsontwerp voor te leggen, zeggend dat, voor zover beroepsorganen betreft, alleen bij de wet opgerichte instellingen de benaming "orde" mogen voeren.

Onderzoek van de artikelen.

Artikel 9.

Artikel 9, tweede lid, belast de Koning met het bepalen van het aantal leden van de raden der orde en van de wijze waarop zij worden verkozen. Aangezien het ontwerp alleen de voorwaarden van verkiesbaarheid der leden van de raden der orde vaststelt, zal de Koning, wat de wijze van verkiezing betreft, de maatregelen kunnen nemen die hij de meest dienstige acht.

Artikel 14.

Dit artikel stelt, dat elke raad der orde bijgestaan wordt door een magistraat die de Koning aanwijst. Het regelt vervolgens de benoeming van deze assessor en van zijn plaatsvervanger, en bepaalt dan in het laatste lid hoe de raad wordt bijeengeroepen.

Aan deze twee wel te onderscheiden soorten van bepalingen wijde men twee artikelen.

.../...

Artikel 20.

Volgens dit artikel is een werkend of plaatsvervangend lid van een raad der orde van rechtswege van zijn mandaat vervallen "... wanneer het veroordeeld werd tot een straf uit hoofde van een misdrijf en de gerechtelijke beslissing vaststelt dat de overtreding in de loop of naar aanleiding van de uitoefening van het beroep van architect is begaan".

Het gevolg zal zijn dat het lid van de raad, dat uit hoofde van enig misdrijf in de uitoefening van het beroep van architect begaan tot een correctionele straf wordt veroordeeld, van rechtswege uit zijn mandaat ontzet zal zijn. Dit zal bij voorbeeld het geval zijn met de architect die zich, bij een verkeersongeval op weg naar een van zijn bouwplaatsen, schuldig maakt aan onvrijwillige slagen en verwondingen.

Indien de Regering, zoals waarschijnlijk is, alleen de door de architect begane beroepsfout bedoelt, wijzige men het slot van artikel 20 als volgt : "... of wanneer, bij veroordeling tot een correctionele straf, uit de rechterlijke beslissing blijkt dat de veroordeling uitgesproken is wegens een overtreding begaan in de uitoefening van het beroep van architect".

Artikel 21.

Het lid van de orde dat tuchtrechtelijk vervolgd wordt, kan zich, aldus artikel 21, derde lid, ten overstaan van de raad der orde door één of meer raadslieden doen bijstaan of vertegenwoordigen.

.../...

Wegens de aard zelf van de tuchtvordering enerzijds en de vereisten van het onderzoek anderzijds, is het noodzakelijk dat de betrokken architect zelf verschijnt. De mogelijkheid om zich door een derde te laten vertegenwoordigen, is niet verantwoord en zou niet mogen bestaan. Zij bestaat overigens noch in artikel 14 van de wet van 25 juli 1938 tot oprichting van de Orde der geneesheren, noch in artikel 15 van de wet van 19 mei 1949 tot oprichting van de Orde der apothekers, noch in artikel 15 van de wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der dierenartsen.

Hetzelfde lid staat de vervolgde architect toe, de leden van de raad der orde te wraken in dezelfde gevallen als artikel 44 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaalt voor het wraken van vrederechters. Doordat het gebruikmaken van het aldus toegekende recht een invloed kan hebben op de regelmatigheid der beslissing van de raad der orde, ware het voorzichtig de vormen waarin het recht van wraking dient te worden uitgeoefend door de Koning te laten vaststellen.

Artikel 36.

Dit artikel verplicht de Hoge Raad der orde, de beslissingen welke hij krachtens artikel 35, 1°, neemt ter kennis van de bevoegde Minister te brengen. Naar de termen van deze laatste bepaling te oordelen, gaat het niet alleen om beslissingen tot vaststelling van de regelen der plichtenleer, maar ook om die met betrekking tot de toepassing van deze regelen.

.../...

Volgens de memorie van toelichting evenwel is het voornemen van de Regering alleen de beslissingen met verordenend karakter aan toezicht te onderwerpen.

Deze bedoeling van de Regering zou beter tot haar recht komen indien artikel 36 als volgt werd gelezen :

"Artikel 36.-

De beslissingen waarbij de Hoge Raad der orde de regelen van de plichtenleer vaststelt, worden ter kennis van de Minister van Openbaar Onderwijs gebracht".

Artikelen 37 en 38.

Zowel uit artikel 37 als uit artikel 38 blijkt, dat de voogdijmacht uitgeoefend wordt ten aanzien van beslissingen van de Hoge Raad der orde die met het algemeen belang strijdig zijn. Artikel 37 machtigt de Minister van Openbaar Onderwijs de beslissingen te schorsen, terwijl artikel 38 aan de Koning bevoegdheid verleent tot het vernietigen ervan.

Het begrip "algemeen belang" dekt evenzeer de opportuniteit als de wettigheid van de maatregel.

Niet zonder nut zou de memorie van toelichting zulks in herinnering kunnen brengen.

Het ministerieel besluit tot schorsing van een beslissing van de Hoge Raad moet, naar luid van artikel 37, "binnen de dertig dagen aan de Hoge Raad medegedeeld" worden.

.../...

Het artikel bepaalt echter niet wanneer deze termijn van dertig dagen ingaat. Is het te rekenen van de in artikel 36 bedoelde kennisgeving of van de ministeriële beslissing ? Dit behoort te worden gezegd.

Het voorschrift, dat van de beslissing van de Minister kennis moet worden gegeven binnen een termijn van dertig dagen, ware nochtans van vrij beperkt belang indien deze termijn inging de dag van de beslissing, want krachtens artikel 39 kan de Koning de beslissingen van de Hoge Raad der orde niet meer vernietigen na verloop van een termijn van zestig dagen die, naar de gemachtigde ambtenaar heeft toegelicht, ingaat met de kennisgeving van 's raads beslissing.

Artikel 39.

Dit artikel zou ook het beginpunt moeten aangeven van de termijn van zestig dagen, na het verstrijken waarvan de beslissingen van de Hoge Raad niet langer voor vernietiging door de Koning vatbaar zijn.

Artikel 43.

Een betere lezing voor het tweede lid ware :

"De notulen der beraadslagingen van de raden der orde, van de raden van beroep en van de Hoge Raad der orde worden in een register ingeschreven.

.../...

De notulen van de raden der orde en van de Hoge Raad der orde worden ondertekend door de voorzitter en, naar gelang van het geval, door de secretaris of de twee secretarissen.

De notulen van de raden van beroep worden ondertekend door alle leden die aan de beslissing hebben deelgenomen en door de griffier".

Artikel 44.

Het is duidelijk dat de terecht aan de leden van de organen der orde opgelegde verplichting "over feiten en documenten waarvan zij bij de uitoefening van hun functies kennis hebben gekregen of genomen, geheimhouding te bewaren" tot doel heeft onverantwoorde indiscreties te voorkomen ; zij is geen hinderpaal voor mededelingen, die de overheidspersonen van de orde op grond van hun hoedanigheid tot taak mochten hebben aan het bevoegde gezag of aan de betrokken personen te doen ten behoeve of ten gevolge van een tuchtonderzoek.

Artikelen 45 en 46.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 2 vervange men in het eerste lid, Franse tekst, het woord "tâche" door "mission".

.../...

Artikel 47.

In het eerste lid van artikel 47 ontbreekt de bepaling die in de tweede volzin van de Franse tekst voorkomt ; aanvulling is dus nodig.

Artikel 49.

In dit artikel ontbreekt de bepaling die in de Franse tekst als laatste lid voorkomt. Ook hier is aanvulling nodig.

Artikel 50.

Doordat nagelaten wordt, de in artikel 50 van het ontwerp bedoelde overtredingen, in afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, binnen de werkingssfeer van artikel 85 van dat Wetboek te betrekken, wordt het onmogelijk verzachtende omstandigheden in aanmerking te nemen om de hier bepaalde geldboete tot een politiestraf te verminderen.

Artikel 53.

Wanneer de leden van de raden der orde, die na afloop van de eerste twee jaren van het bestaan der raden hun mandaat zullen neerleggen, door het lot worden aangewezen, is in het artikel niet aangegeven.

Deze bijzonderheid kan in het derde lid worden opgenomen als volgt :

.../...

"Op de eerste vergadering wijst de raad door loting de leden aan, wier mandaat na verloop van de eerste twee jaren verstrijkt".

Artikel 54.

Volgens artikel 5 van het ontwerp mag niemand in België het beroep van architect uitoefenen tenzij hij op een van de tabellen der orde is ingeschreven.

Naar luid van artikel 17 worden de tabellen der orde bijgehouden door de raden der orde en zijn het deze raden die over de aanvragen om inschrijving uitspraak doen, behoudens optreden, als de inschrijving geweigerd wordt, van de raad van beroep zoals bepaald bij artikel 29 van het ontwerp.

Indien zulks niet bij overgangsbepaling wordt geregeld, zullen de architecten hun inschrijving niet kunnen verkrijgen en dientengevolge hun ambt niet kunnen uitoefenen gedurende de hele tijd, die zal verlopen tussen de inwerkingtreding van de wet en de samenstelling van de raad der orde binnen welks rechtsgebied zij hun woonplaats zullen hebben (artikel 7), of zelfs van de raad van beroep.Bij misbruik van hunnentwege zullen zij evenmin kunnen worden geschrapt.

Die termijn zal ten hoogste drie maanden mogen bedragen voor de raden der orde en vier maanden voor de raden van beroep (artikel 53).

.../...

Artikel 54 strekt ertoe aan deze moeilijkheden tegemoet te komen.

Het bepaalt er zich echter bij, toe te staan dat aanvragen om inschrijving in de provinciale registers overeenkomstig de thans geldende wetgeving binnen zestig dagen na de inwerkingtreding van de nieuwe wet worden ingediend. De provinciegouverneurs zullen die aanvragen onderzoeken zoals zij het thans doen, maar zullen erop moeten beschikken uiterlijk vijftien dagen na de samenstelling van de raden der orde. Van hun beslissingen zal in beroep worden gegaan voor de raden van beroep.

Zodoende onderwerpt het artikel de beslissingen van de gouverneurs aan de censuur van de raden van beroep, veeleer dan aan de, voor zo belangrijke agenten van de uitvoerende macht toch normaler censuur van de Minister van Openbaar Onderwijs. Het zegt anderzijds niet wat moet geworden van de aanvragen om inschrijving die bij de inwerkingtreding van de wet, volgens de thans geldende wetgeving èn bij de gouverneurs èn bij de Minister van Openbaar Onderwijs aanhangig zijn. Het bevat voorts geen overgangsmaatregel met betrekking tot de schrapping van het register der architecten. Tenslotte laat het een termijn open die tot één maand kan bedragen, gedurende welke de architecten, bij ontstentenis van een daartoe bevoegde overheid, hun inschrijving noch in de provinciale registers noch in de tabel der orde zullen kunnen verkrijgen.

.../...

Deze bezwaren zouden worden ondervangen en de bedoeling van de Regering bovendien beter tot haar recht komen, in de hierna voor artikel 54 aanbevolen tekst. Uit de inlichtingen welke de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft verstrekt, blijkt immers dat de Regering het verkieslijk acht, dat de belissingen terzake van de maatregelen die, zelfs transitoir, in de thans geldende wetgeving hun rechtsgrond vinden, door de in deze wetgeving aangewezen overheden worden genomen.

"Artikel 54.-

§ 1. De architecten blijven, tot de raad der orde waaronder zij ressorteren samengesteld is, gehouden zich in het register voorgeschreven bij artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, te laten inschrijven overeenkomstig die wet en de reglementen ter uitvoering ervan.

De provinciegouverneurs en de Minister van Openbaar Onderwijs blijven, ieder wat hem betreft, bevoegd om uitspraak te doen over aanvragen om inschrijving welke dagtekenen van vóór de samenstelling van de raden der orde, en over beroepen in verband met die aanvragen, ook wanneer de beslissing eerst na de samenstelling van deze organen kan worden genomen. In dit laatste geval geven zij kennis van hun beslissing aan de raad der orde waarvan de betrokken architect afhangt terzelfdertijd als aan de architect zelf. De raad der orde gedraagt zich naar die beslissing voor het bijhouden van de tabel der orde.

.../...

§ 2. De provinciegouverneurs blijven, tot de raden der orde samengesteld zijn, bevoegd om van ambtswege of op hun verzoek de architecten te schrappen die aan de vereisten om in het register te worden behouden niet langer voldoen. De Minister van Openbaar Onderwijs blijft bevoegd om uitspraak te doen over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen tot schrapping vanwege de gouverneurs, ook wanneer zijn beslissing eerst na de samenstelling van de raden der orde kan worden genomen. In dit laatste geval geeft de Minister van zijn beslissing aan de raad der orde waarvan de betrokken architect afhangt, kennis zoals bepaald in de vorige paragraaf, onder verplichting voor de raad der orde zich er naar te gedragen".

Artikel 56.

Dit artikel stelt geen beroep open tegen beslissingen die de raden der orde nemen in betwistingen over de anciënniteit van architecten die bij de inwerkingtreding van de wet kennelijk het beroep uitoefenden. Is zulks aan onachtzaamheid te wijten, dan kan in het beroep worden voorzien door artikel 29, eerste lid, aan te vullen met een verwijzing naar artikel 56.

Artikel 57.

De volgende lezing zou de strekking van dit artikel beter tot uiting brengen :

"Artikel 57.-

De bij artikel 47 vereiste anciënniteit wordt gedurende de eerste tien jaren volgend op de samenstelling van de eerste tabel der orde bepaald overeenkomstig de in artikel 56 vastgelegde regelen".

Naar luid van artikel 47 moet de stage worden gedaan bij een architect die sedert ten minste tien jaar op de tabel der orde is ingeschreven. Zolang de tabellen der orde geen tien jaar bestaan, zal geen architect aan die voorwaarde kunnen voldoen. Daarom is het voor de toepassing van artikel 47 noodzakelijk erin te voorzien, dat de tien jaren anciënniteit welke dit artikel van de architecten eist opdat zij stagiaires kunnen aanvaarden, bij wijze van overgang anders zullen worden bepaald.

\+

\+ \+

De hierna vermelde artikelen van de Nederlandse tekst van het ontwerp vergen tenslotte de volgende wijzigingen :

1. In artikel 2 van het ontwerp is een materiële vergissing uit 's Raads vorig advies overgenomen. Er staat (laatste volzin) : "Zij geeft de gerechtelijke overheid ...". Dit moet zijn : "Zij geeft bij de gerechtelijke overheid ...", zoals ook artikel 16 zegt.

2. Artikel 7, derde lid, ware als volgt te lezen :

"Architecten die in de provincie Brabant hun woonplaats hebben, hangen naar keuze van een van beide raden af".

.../...

3. Voor de overeenstemming met de overige artikelen vervange men in artikel 8 "rechtsgebied" door "gebied".

4. In artikel 9, vierde lid, leze men : "... wordt de voorrang verleend aan het lid met de hoogste anciënniteit volgens de orde van inschrijving op de tabel, en, bij gelijke anciënniteit, aan het oudste in leeftijd".

   In het vijfde lid schrijve men : "... tot werkend lid verkozen", in het zesde lid "tot plaatsvervangend lid verkozen".

5. In artikel 10 en in artikel 12 ware het juister te zeggen : "zonder wettige reden" (in plaats van redenen) (motif).

6. In artikel 11, laatste lid, leze men : "Uittredende leden zijn herkiesbaar".

7. In artikel 11, eerste lid, leze men "beraadslagen en beslissen" in plaats van "beslissen" (cfr artikelen 32-33).

   In artikel 11, tweede lid, leze men "zitting te nemen" in plaats van "te zetelen".

.../...

8. Voor de overeenstemming met artikel 12 vervange men in artikel 29 "instantie" door "aanleg".

9. In artikel 37 staat bij vergissing "een minister van Openbaar Onderwijs".

10. In de artikelen 37, 39 en 53, schrijve men : "binnen (dertig dagen enz.)" in plaats van "binnen de ...".

11. In artikel 38 moet de betrekkelijke bijzin in het meervoud staan.

12. Artikel 40 dient als volgt te beginnen : "De kennisgevingen ... worden gedaan ...".

13. Het begin van artikel 43 moet luiden : "Tenzij de wet er anders ...".
De laatste regel van dit artikel leze men : "... worden met redenen omkleed".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,		
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,		
Ch.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
J. COOLEN,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.A.VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.A.VANDER STICHEL substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.